

La vaccination est le premier geste pour se protéger

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4678 - Mercredi 16 janvier 2019 - Prix : 10 DA

Les présidents du HCI et du HCLA au sujet de tamazight
Plaidoyer en faveur de la transcription en caractères arabes

Page 24

Le nombre de victimes en croissance

Le monoxyde de carbone continue de tuer en toute «impunité»

Page 2

Trump mode d'emploi

Par Mohamed Habili

En quelque matière que ce soit, veut-on savoir ce que fera Donald Trump ? Rien de plus simple, il suffit de se rapporter à ce qu'il en a dit pendant la campagne présidentielle de 2016. A cette aune, il faut peut-être revenir aux premiers présidents américains pour lui trouver des précurseurs, c'est-à-dire somme toute à une période de l'histoire des Etats-Unis où la politique n'était pas encore de la rouerie. Ceux qui n'ont toujours pas compris qu'il ne se sent comptable que devant ses électeurs se laisseront toujours surprendre par lui. Les seuls cas où il est plus ou moins imprévisible sont ceux qui soit n'ont pas été abordés pendant la campagne présidentielle, parce qu'ils n'étaient pas à ce moment d'une brûlante actualité, soit ne pouvaient pas l'être parce que n'étant pas encore advenus. N'ont été surpris par sa décision de rappeler les troupes de Syrie que ceux qui refusent de voir qu'il se pense réellement comme quelqu'un qui est lié par un contrat passé avec ses électeurs. Le mandat de Donald Trump, et c'est là une nouveauté dans l'histoire des démocraties représentatives dans leur ensemble, est transactionnel, à défaut d'être impératif. A la différence du détenteur d'un mandat impératif, propre aux périodes révolutionnaires, le détenteur d'un mandat transactionnel conserve vis-à-vis de ses partisans la liberté de mettre en œuvre chacun de ses engagements au moment qu'il jugera le plus opportun. Trump peut rester longtemps sans évoquer une question, au point que l'on pourrait croire qu'en fait il a changé d'avis en ce qui la concerne.

Suite en page 3

Benmessaoud : «L'élément humain, clé de voûte de la qualité»

Le groupe HTT dresse un bilan déficitaire du tourisme



Ph.E. Soraya/J. A.

Le P-DG du groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT), Lazhar Bounafaa, a indiqué qu'un état des lieux de ces filiales fait ressortir «une situation financière déficitaire de certaines d'entre elles, un management archaïque, des ressources humaines insuffisamment formées et des dettes de modernisation». Lire page 2

Ni despotisme des princes, ni despotisme des libertés
Le journalisme aux journalistes, y compris dans les réseaux sociaux

Page 4

Musée d'art moderne et contemporain
L'exposition «World press photo» bientôt présentée au public

Page 13

Benmessaoud : «L'élément humain, clé de voûte de la qualité»

Le groupe HTT dresse un bilan déficitaire du tourisme

■ Le P-DG du groupe *Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT)*, Lazhar Bounafaâ, a indiqué qu'un état des lieux de ces filiales fait ressortir «une situation financière déficitaire de certaines d'entre elles, un management archaïque, des ressources humaines insuffisamment formées et des dettes de modernisation».

Par Louiza Ait Ramdane

Dans un discours prononcé lors d'une rencontre bilan du groupe *Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT)*, Lazhar Bounafaâ a fait savoir que cet état des lieux fait ressortir aussi qu'entre 2016 et 2017, son groupe a enregistré un recul du chiffre d'affaires de 8%. Selon lui, il y a des entreprises performantes et d'autres qui le sont moins, en raison des travaux de modernisation et rénovation dont elles ont bénéficié et surtout au manque d'entreprises capables de réaliser des infrastructures hôtelières. Seules huit filiales du groupe ont affiché un bilan positif durant la même période et trois filiales uniquement ont entretenu une stabilité. En revanche, les filières déficitaires sont passées de quatre à dix filiales. Ces filiales emploient selon le P-DG de HTT, plus de

31% de l'effectif. Cette situation déficitaire est expliquée, par le même responsable, par les travaux et surtout le manque flagrant d'ingénieurs hôteliers et d'entreprises spécialisées dans la réalisation des projets hôteliers.

Cependant, il a considéré qu'un recul de 8% avec 43 établissements en travaux est une performance. Lazhar Bounafaâ a relevé aussi qu'en 2003 la dette de modernisation du groupe était de 70 milliards de dinars, pour passer à 100 milliards de dinars en 2018.

Toutefois, il a déclaré que son groupe fera en sorte d'équilibrer financièrement les filiales du groupe, ajoutant que le secteur est en train de se redresser. «La situation est tout de même maîtrisable avec les décisions de redressement. Nous devons inverser la tendance, optimiser nos ressources humaines, respecter les normes internationales, favoriser la qualité sur la quantité», a suggéré le P-DG de HTT, Lazhar Bounafaâ. Selon lui, la démarche du groupe HTT est incarnée par les plans de performance. «Le plan de performance est perçu comme un guide, comme un tableau de bord managérial, comme un outil d'orientation, d'aide et d'incitation du dirigeant à bien conduire sa filiale», a-t-il encore expliqué.

Par ailleurs, le P-DG du Groupe a souligné une série de contraintes entravant le développement du tourisme en Algérie, dont la qualité des services et de prestations ainsi que la qualité de la main-d'œuvre. Il précisera que le contexte économique actuel «nous impose de diversifier les activités du tourisme et d'améliorer la gestion». En ce sens, le P-DG de HTT a affirmé que son Groupe s'inscrit, à travers son plan d'action, dans la



Ph.E. Soraya/J. A.

modernité et dans la trajectoire tracée par les pouvoirs publics visant à faire du tourisme un vecteur de développement durable de l'économie nationale. Il a ainsi recommandé de disposer au niveau de l'ensemble des filiales d'une vision stratégique, d'un management performant, des équipements, une ressource humaine formée et efficace et un marché bien cerné avec une performance commerciale à la hauteur des touristes.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a indiqué que «l'investissement en l'élément

humain était la clé de voûte pour relever le défi de la qualité et concrétiser la politique du développement durable dans le secteur du tourisme». Le ministre a souligné la nécessité de «s'adapter à l'ambitieux programme d'investissement dans le secteur touristique et de hisser la qualité des prestations aux normes internationales».

Il n'a pas omis d'évoquer les différents partenariats et conventions signés avec d'autres départements ministériels dont l'ambition est de former la main-d'œuvre de son secteur afin de proposer un service de qualité pour attirer une clientèle.

Selon l'expert, Docteur Saadi Nacer Eddine, la modernisation n'est pas uniquement technique et technologique, mais elle est surtout managériale. L'expert a cité parmi les contraintes entravant le développement du tourisme en Algérie, le management bureaucratique, fondé sur un formalisme excessif et non pas une efficacité opérationnelle. Selon lui, l'innovation dans le management, dans le service, dans la communication et le culinaire est la solution pour développer le secteur. «Il faut être à l'écoute du client», a-t-il suggéré.

L. A. R.

DGSN Visite inopinée de Mustapha El Habiri aux services du matériel et de l'intendance

LE DIRECTEUR général de la Sûreté nationale a effectué, hier, une visite inopinée aux services centraux du matériel et de l'intendance de la Sûreté nationale à Alger, indique un communiqué de la DGSN. En premier lieu, M. El Habiri s'est rendu au siège du service régional des finances et de l'équipement à Bachdjerrah, où il a eu des explications sur le fonctionnement de ses différentes sections techniques et administratives et les ateliers de maintenance et de montage et leurs missions de soutien logistique et technique au profit des sûretés de wilaya du centre du pays, précise la source.

Il s'est rendu, ensuite, au quartier général du matériel et de l'intendance de la Sûreté nationale, au Caroubier (Hussein Dey), pour inspecter les unités de production principales, à l'instar de l'atelier central de confection des uniformes de police et l'imprimerie centrale de la Sûreté nationale.

Cette visite a permis au directeur général de la DGSN de s'entretenir avec les personnels exerçant dans ces unités «pour louer leur travail et les exhorter à redoubler d'efforts afin d'accompagner efficacement leurs collègues des services opérationnels», ajoute le communiqué de la DGSN.

R. N.

Le nombre de victimes en croissance

Le monoxyde de carbone continue de tuer en toute «impunité»

Silencieux, indolore et incolore, le monoxyde de carbone continue à sévir dans les foyers algériens. Selon la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SDC), cinquante-neuf personnes ont perdu la vie et 168 autres ont été blessées en 2018. Un bilan qui vient s'ajouter à celui donné par la Protection civile faisant état de vingt-sept morts et 126 personnes gravement intoxiquées par ce gaz depuis le début de ce mois de janvier.

Cinquante-neuf personnes ont perdu la vie et 168 autres ont été blessées en 2018 dans 79 accidents d'inhalation de monoxyde de carbone, a indiqué aujourd'hui la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SDC) dans un communiqué. Face aux risques liés à la mauvaise utilisation du gaz, la SDC, à travers ses directions de

distribution présentes dans toutes les wilayas du pays, affirme avoir commencé depuis novembre dernier une vaste campagne de sensibilisation qui durera jusqu'à mars 2019.

En outre, cette filiale du groupe Sonelgaz, dont le P-DG insiste sur l'accentuation des actions de communication préventive contre ce phénomène, indiquera que cette campagne devra toucher plus de 1 200 établissements scolaires, notamment dans les régions récemment raccordées au gaz. Elle comporte aussi des opérations de porte-à-porte également dans les régions nouvellement raccordées au gaz, ainsi que des séances de sensibilisation dans les centres d'alphabétisation et les mosquées au profit des femmes au foyer.

De ce fait, expliquant ce constat macabre, la SDC dit que

ces inhalations de monoxyde de carbone sont dues essentiellement au manque d'aération, à la mauvaise étanchéité de l'installation intérieure et à la non-conformité des appareils de chauffage.

A ce titre, si l'inconscience ou l'irresponsabilité, voire les deux, des citoyens sont avérées dans l'entretien saisonnier de leurs installations de gaz, leurs chauffe-eau, leurs chauffages ou tout autre appareil à combustion, il n'en demeure pas moins que la non-conformité de ces appareils est elle aussi pointée du doigt. D'où la responsabilité des services concernés à travers les autorisations de commercialisation de ces appareils. Une responsabilité toutefois rejetée, notamment par les services du ministère du Commerce qui attestent du contraire. Mieux. Les mêmes services se disent satisfaits des performances réalisées

ces dernières années en la matière, puisqu'en 2017, grâce au dispositif de contrôle mis en place, 6% des produits contrôlés locaux et importés étaient non conformes, contre 61% en 2014 et 85% en 2013. A tel point qu'ils estiment avoir «fortement réduit la problématique de la non-conformité de des appareils depuis 2016».

Sauf que le fait est là. L'hiver n'étant qu'à ses débuts, la série macabre de ces accidents mortels dus à l'inhalation de monoxyde de carbone se poursuivra tant que cette question de non-conformité n'aura pas été prise sérieusement par une approche globale à même de ne laisser passer à travers les filets de contrôle, tant à la production qu'à la commercialisation, aucun appareil défectueux.

Lynda Naili

Epidémie de grippe

La vaccination est le premier geste pour se protéger

■ La grippe figure parmi les principales maladies contagieuses répandues en hiver. Elle affecte, chaque année, des milliers de personnes en Algérie, d'où la nécessité d'une meilleure protection individuelle et collective.

Par Meriem Benchaoua

Même si l'épidémie est déjà là, il est encore temps de se faire vacciner, comme le fait savoir le ministère de la Santé dans un communiqué. Une personne est décédée des suites d'une atteinte de la grippe saisonnière, a confirmé hier le ministère de la Santé, rappelant la nécessité de se faire vacciner. Le pic habituel de l'épidémie de grippe survenant en janvier et février de chaque année, la même source avertit que celle-ci «peut être dangereuse et mortelle», notamment chez les personnes les plus exposées aux risques, à savoir les personnes âgées de 65 ans et plus, les adultes et les enfants présentant une pathologie chronique, de même que les femmes enceintes, à toute étape de la grossesse. «La vaccination qui est essentielle, demeure la meilleure protection contre toute atteinte», note le ministère qui insiste sur le fait que «l'application stricte des gestes de prévention permet de se protéger et de limiter la transmission du virus de la grippe». Il est ainsi recommandé d'éviter les contacts rapprochés avec une personne atteinte de grippe, en particulier si on est âgé de plus de 65 ans, si on est porteur d'une maladie chronique ou enceinte, et de se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydro alcoolique. Il est également conseillé de «se couvrir la bouche et le nez en cas de toux et d'éternement, tout comme il est recommandé aussi d'utiliser des mouchoirs en papier à



usage unique et jetable ; et si des signes de grippe, tels que la fièvre, la toux, des courbatures et de la fatigue, se manifestent, il est conseillé de consulter le médecin le plus proche». Le ministère précise que la période de vaccination «est encore en cours», assurant, par conséquent, que le vaccin antigrippal étant actuellement disponible dans toutes les structures de santé et qu'il est «nécessaire de se faire vacciner pour éviter la maladie et ses complications». Rappelant qu'un nouveau quota de 370 000 doses de vaccin antigrippal est mis à la disposition

des citoyens au niveau des établissements de santé de proximité, en plus des doses distribuées avant le début de la campagne de vaccination en octobre dernier. Le ministère a indiqué également qu'un total de 2,5 millions de doses de vaccin a été mobilisé pour la campagne de vaccination 2018-2019, au profit des établissements de santé publique, des officines et autres institutions, appelant les citoyens à «passer un hiver paisible grâce à la vaccination». La grippe saisonnière qui est une infection respiratoire due au virus grippal ou virus influenza,

est caractérisée par sa haute contagiosité et par sa gravité chez les personnes fragilisées par une maladie chronique ou par l'âge, chez lesquelles elle provoque des complications sévères pouvant entraîner le décès. En ce sens, la même source rappelle que la vaccination reste gratuite dans les structures sanitaires publiques et remboursables par la Sécurité sociale pour les malades chroniques et les personnes âgées lorsque le vaccin est acquis en officine pharmaceutique.

M. B.

A cause des pertes colossales d'ovins causées par les maladies épizootiques Hausse des prix de la viande rouge pour le ramadhan 2019 ?

Selon le vice-président de la Fédération nationale des éleveurs (FNE), Belkacem Mezrou, le prix de la viande ovine va certainement augmenter durant le ramadhan, et ce, à cause des pertes colossales enregistrées chez les éleveurs du pays.

La viande rouge s'affichera à presque 3 000 DA le kilo durant le ramadhan 2019, a déclaré le vice-président de la fédération de nationale des éleveurs, affirmant que la propagation de ces épidémies dans les wilayas frontalières et steppiques va impacter le prix des viandes durant le mois de ramadhan prochain, notamment avec la fermeture, par mesure préventive, de grands marchés de bétail et de points de vente dans les wilayas touchées. Il a ajouté qu'en ce qui concerne les prix des bêtes du

sacrifice pour le prochain Aïd El Adha, il affirme qu'ils seront nettement plus élevés qu'en 2018. A noter que déjà en 2018, les prix des moutons étaient trop élevés, proposés entre 50 000 DA et plus de 70 000 DA. Le vice-président de FNE a indiqué que pour minimiser les dégâts et endiguer la propagation de ces épidémies «il est impératif de fournir les vaccins contre ces épidémies et de sensibiliser les éleveurs». Des cas de peste des petits ruminants et de fièvre aphteuse ont été enregistrés dans 15 wilayas du pays entraînant la perte de dizaines de têtes de bétail et un préjudice pour les éleveurs, d'où l'intervention des pouvoirs publics, notamment le ministère de l'Agriculture, qui a promis des vaccins d'ici la fin du mois en cours et l'indemnisation des éle-

veurs lésés. Abordant les causes de cette propagation, Mezrou a pointé essentiellement le commerce illégal du bétail, ajoutant que de telles épidémies étaient également répandues dans les pays voisins et donc transmissibles. Soulignant que c'est la première fois que l'Algérie était confrontée à la peste des petits ruminants et à la fièvre aphteuse des ovins, il a rappelé que la fièvre aphteuse enregistrée les précédentes années concernait uniquement les bovins, ce qui a mis les vétérinaires et les éleveurs face à une situation inédite et à une tâche difficile. Concernant le nombre réel du cheptel décimé, Mezrou a indiqué qu'il était «impossible pour l'heure de le savoir» car la majorité des éleveurs évitaient de déclarer toutes

les pertes, estimant que le chiffre avancé par le ministère 2 000 têtes «était de très loin moindre que la réalité sur le terrain». Pour lui, la perte concerne des milliers d'ovins dans 25 wilayas. Le vice-président de la FNE a précisé que la fièvre aphteuse touche les bêtes adultes du cheptel sans, pour autant, causer leur mort, alors que la peste des petits ruminants, qui affecte les agneaux, entraîne systématiquement la perte des bêtes affectées. Certaines boucheries de la capitale boycottent la vente de la viande ovine. Certains bouchers de la capitale ont décidé de ne pas vendre de la viande ovine de peur qu'elle soit contaminée par la fièvre aphteuse et la peste des petits ruminants. Un boucher à Clauzel nous confirme : «avec tout ce qu'on voit à la

LA QUESTION DU JOUR

Trump mode d'emploi

Suite de la page une

Mais quand il y revient, ce qu'il fait à chaque fois devant ses supporters, car pour lui il n'y a qu'eux qui comptent, c'est pour annoncer sa résolution. Le plus étonnant dans le cas du retrait de Syrie, ce n'était donc pas qu'il y vienne, mais qu'il le fasse tardivement. Si du moins on prend en considération qu'il l'avait annoncé en mars de l'année dernière déjà comme quelque chose d'imminent. Donald Trump est fondamentalement un homme d'affaires, un homme de contrat par conséquent. C'est pourquoi d'ailleurs il est considéré par ses adversaires comme un populiste, c'est-à-dire quelqu'un qui n'est ni un démocrate ni un conservateur au sens traditionnel du terme, mais une perversion des deux. Dans un contexte de fin de période pour le capitalisme, pour autant que ce ne soit pas la fin du mode de production de capitaliste purement et simplement, il a compris que la politique ne pouvait plus se pratiquer de la même façon. Il n'aurait jamais été élu, qui plus est contre l'incarnation même de l'establishment, la candidate démocrate en quelque sorte de droit divin, Hillary Clinton, si le capitalisme n'était pas plongé dans la deuxième plus grande crise de son histoire. Il a promis d'élever un mur le long de la frontière avec le Mexique, on le voit aujourd'hui déployer tous ses efforts pour y parvenir. Là aussi il a pris du retard. Il aurait été plus facile pour lui d'arriver à ses fins quand les deux chambres du Congrès étaient contrôlées par les républicains. Plus facile, certes, mais même alors il n'était pas évident qu'il pût obtenir les fonds nécessaires sans passer par un «shut-down». Car le vrai parti de Trump, ce ne sont pas les républicains mais ses électeurs. Ses opposants sont dans les deux parties. C'est tout récemment que le parti républicain s'est fait à l'idée que son sort est, du moins pour l'heure, lié au sien. Ses meetings à travers le pays, fréquents, fonctionnent comme des conventions où lui et ses partisans renouvellent leurs engagements réciproques. Trump est un tribun de la plèbe doublé d'un consul sans partage.

M. H.

télévision et ce qu'on lit dans les journaux, je ne vais pas m'aventurer à acheter de la viande qui peut être contaminée par ces maladies» ajoutant : «je ne peux pas risquer de vendre aussi une viande nocive à mes clients, je risquerai de les perdre», nous explique ce boucher tout en affirmant qu'il revendra de la viande ovine dès que les choses se seront calmées mais pour le moment «il y a du poulet et de la viande de bœuf qui ne sont pas contaminés». **Thinhinene Khouchi**

Ni despotisme des princes, ni despotisme des libertés

Le journalisme aux journalistes, y compris dans les réseaux sociaux

■ De plus en plus de journalistes sortent de leur silence pour dénoncer le silence de la corporation sur une réalité qui pourrait, à terme, devenir fatale à la profession elle-même, et qui fait s'interroger sur l'instinct de survie des journalistes, dont la passivité et parfois même la complicité, mues par un certain orgueil, s'expliquent très mal du fait que ce qui se trame comme phénomène dans les réseaux sociaux et qui échappe à tout contrôle, est tout simplement le signe avant-coureur d'une mort certaine pour le métier de journaliste.

Par Filali H. Imène

En l'absence des balises du métier que sont le professionnalisme et l'éthique, l'information, ainsi glanée par untel au gré des dires et des délations douteuses, jetée comme une bouteille à la mer par on ne sait qui l'aurait eue d'on ne sait où, qui l'aurait ouïe dire par on ne sait quel canal, et récupérée par les multitudes qui se l'approprient, chacun à sa manière, et la relaient chacun selon sa sensibilité imaginaire et les moteurs de ses frustrations, jusqu'à ce que le petit « mensonge », grossi comme il en est de la boule de neige, devienne une montagne. Voilà le processus par lequel l'information, soustraite au traitement professionnel du journaliste, pour être jetée, brute et non vérifiée, au peuple qui hante les réseaux sociaux, aura raison du journalisme. Ce qui est encore plus étonnant et symptôme d'un inexplicable propension à encaisser, c'est le fait que de plus en plus de journalistes nourrissent leurs rubriques, qui se trouvent dans des espaces hors réseaux sociaux, y compris ceux menacés également, des médias électroniques, d'information douteuses et/ou incertaines trouvées dans ces réseaux-mêmes auxquels ils contribuent à attribuer un surcroît de popularité et de crédit, en tant que source d'information, aux dépens de leur crédit et de leur notoriété professionnels.

Au lieu d'œuvrer à ré-informer pour neutraliser la fausse infor-

LA ROUTE QUI TUE 27 morts et plus de 1 000 blessés en une semaine

VINGT-SEPT personnes ont trouvé la mort et 1 145 autres ont été blessées dans 1 105 accidents de la circulation enregistrés à travers le territoire national durant la période du 6 au 12 janvier, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Tizi-Ouzou où cinq personnes sont décédées et 40 autres ont été blessées dans 35 accidents survenus sur différents axes routiers de la wilaya.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 1 007 interventions, durant la même période, pour procéder à l'extinction de 665 incendies urbains, industriels et autres.

K. L.



mation, l'information non vérifiée, l'information non fondée, l'information-manipulation, l'information-diffamation, beaucoup de journalistes se murent dans un silence assourdissant, et se complaisent dans l'indifférence par rapport à une réalité qui, à défaut de savoir s'y adapter et

d'adopter la bonne attitude, pourrait les emporter.

Tout journaliste qui se respecte sait, pourtant, à quel point la responsabilité – quel que soit le niveau de la liberté d'informer à laquelle l'Algérie est parvenue avant et après la constitutionnalisation de cette liberté – est un

sacerdoce sans lequel il ne peut y avoir de presse respectable et fière de sa liberté.

D'où la nécessité professionnelle qu'il y ait dans le processus qui intervient entre le consommateur de l'information et la source de l'information, une relation médiante, faisant du journalis-

PH.D. R.

me et du journaliste l'intermédiaire chargé de donner la forme standard à cette information pour qu'elle soit comprise de la même manière par tous et pour qu'elle comporte un surcroît d'informations périphériques qui ont été, dans la tête du journaliste, des questions auxquelles il a pu trouver des réponses pour enrichir les informations qu'il destine, plus lisibles, plus claires, au public. La relation immédiate, elle, est un chaos programmé, car elle procède d'une autophagie improductive, qui fait que le public devient producteur et consommateur d'informations, sans balises éthiques, sans garde-fous professionnels, sans traçabilité, sans identifiant éditorial, sans regard cathédral des pairs qui puissent approuver les exploits et condamner les dérives. Il n'y a plus que cette vox populi dont les vociférations inintelligibles se voient donner forme par ceux qui veulent ériger cette cacophonie en révélations prophétiques ou encore en paroles de vérité absolue. Hébétés par la crise qui les touche et qui menace leur outil de travail et leur gagne-pain, les journalistes seraient-ils en train de se laisser mourir comme les vieux habitants d'un monde qui s'éteint ? Rien n'est moins sûr, car ils sont encore des milliers à écumer les colonnes des journaux, les ondes radiophoniques et les plateaux des télévisions de leurs paroles, de leurs écrits, de leurs idées, pleins d'un enthousiasme que ne peut émusser l'épreuve qui touche de toutes les façons tous les Algériens. Il leur suffit de dire : « Ça suffit ! Assez d'amateurisme, les réseaux sociaux, c'est bien, mais le journalisme est un métier d'élite et voilà comment il convient de le faire quand on est journaliste professionnel et qu'on a du respect pour son public et pour les citoyens ». Journalistes, à vous la parole.

O N

F. H. I.

Tamanrasset

Impliquer le citoyen dans la rationalisation de l'eau

L'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Tamanrasset s'emploie à impliquer le citoyen dans la rationalisation de la consommation de l'eau, la préservation de cette ressource vitale et le paiement des factures de consommation, a-t-on appris mardi des responsables de l'ADE. S'exprimant lors d'une rencontre tenue avec les présidents de comités de quartiers de la capitale de l'Ahaggar, le directeur de l'unité locale de l'ADE a fait part d'un programme de communication avec les présidents des comités de quartiers pour établir les horaires d'alimentation de la

ville et la déclaration des fuites et infiltrations d'eau constituant un lourd fardeau pour l'entreprise. Rappelant que cette ressource vitale est transférée depuis In-Salah, sur une distance de 750 km à la faveur d'investissement colossal, Djamel Maârif a indiqué que cette initiative vise l'établissement de relations et de canaux de communication avec la population, leur implication dans la gestion de cette ressource vitale, en tant que partenaires dans la sensibilisation des consommateurs sur la préservation de l'eau et la nécessité d'honorer les dettes de consommation. L'initiative a

été largement saluée par les présidents des comités de quartiers, à l'instar du président de l'association du quartier Adriane «1.028 logements», Ahmed Melloul, pour qui «le citoyen est prêt à s'impliquer dans cette opération», avant d'appeler les citoyens et abonnés à s'acquitter de leurs factures dans les délais pour éviter tout cumul de dettes. L'unité de l'Algérienne des Eaux de la wilaya de Tamanrasset qui recense plus de 24.000 abonnés, détient un volume de créances de plus de 500 millions DA, selon ses responsables.

Au niveau de Hai El Sabah

Projet pour relier le tramway à la ligne ferroviaire Arzew-Oran

Un projet visant à relier le tramway d'Oran à la ligne ferroviaire Arzew-Oran, au niveau de la station de Hai El Sabah, est en cours de réalisation, a-t-on appris hier du directeur de la société chargée de l'exploitation et de la maintenance du tramway d'Oran (Setram Oran). «Les travaux de réalisation de cette liaison ont été lancés, il y a quelques mois», a précisé Lahmar Mustapha, directeur de la Setram Oran, dans une déclaration à l'APS, précisant que le

taux d'avancement du projet avoisine les 50%. «La livraison du projet est prévue pour le premier semestre 2019. Les voyageurs auront ainsi la possibilité de se déplacer via le tramway, plus aisément à partir de Hai Essabah», a-t-il dit. Dans un premier temps, l'entreprise compte multiplier les affichages au niveau des stations et des rames, pour informer les voyageurs. Toujours en ce qui concerne les nouveaux projets de la Setram Oran, son directeur

a cité les travaux d'aménagement d'une nouvelle agence commerciale, aux alentours de la mosquée-pôle Ibn Badis, seront bientôt lancés. Il s'agit d'ouvrir une seconde Agence commerciale, après celle de la rue Mohamed-Boudiaf (ex-rue de Mostaganem) pour rapprocher l'entreprise de ses usagers. Ces derniers pourront facilement entreprendre leurs démarches auprès de la Setram en ce qui concerne les abonnements, les réclamations et autres, a noté la

même source. Récemment certifiée ISO, la Setram compte, par ailleurs, poursuivre ces actions afin de garantir un service de qualité pour ses clients au cours de l'année 2019, avec de nouvelles mesures, concernant la sécurisation de ses stations et de ses rames, l'information des voyageurs, en plus de la signature de conventions avec des entreprises, avec des réductions des prix des abonnements pour leurs personnels.

Hafid Ch.

Pétrole

Le Brent à 60 dollars, l'Opep prépare sa prochaine réunion

■ Les prix du pétrole remontaient hier en cours d'échanges européens alors que l'Opep prépare sa prochaine réunion et que le ministre saoudien de l'Energie s'est dit «optimiste» sur la direction des prix grâce aux efforts du groupe.

Par Amel B.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 60,00 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,01 dollar par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février gagnait 82 cents à 51,33 dollars. L'Opep et ses partenaires, dont la Russie, ont pris rendez-vous pour les 17 et 18 avril à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production doit être maintenue ou amendée, selon des informations de l'agence Bloomberg qui cite le secrétaire général de l'Organisation, le Nigérien Mohammed Barkindo. Des représentants de ces pays pro-

ducteurs, qui extraient plus de la moitié de l'offre mondiale d'or noir, se retrouveront un mois avant en Azerbaïdjan pour une réunion préparatoire, a-t-il précisé. Pour le marché, les efforts de ce groupe sont cruciaux, alors que les inquiétudes sur la croissance mondiale, et donc sur la demande de carburant, pèsent sur les cours. «Les baisses de l'Opep décidées début décembre et appliquées depuis début janvier ont soutenu les cours, mais les craintes sur l'économie risquent de prendre le dessus», a prévenu Benjamin Lu, analyste. «Je suis convaincu que l'impact de la décision que nous avons prise de réduire la production de 1,2 million de barils par jour (...) sera très fort», a pour sa part déclaré le ministre saoudien de l'Energie, Khaled al-Falih à des journalistes en marge d'une conférence sur le développe-



PHOTO R.

ment durable mardi à Abou Dhabi. Par ailleurs, les données hebdomadaires sur les réserves et la production aux Etats-Unis seront publiées mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

L'Arabie saoudite «très optimiste» sur un redressement des prix

Le ministre saoudien de l'Energie Khalid al-Falih s'est dit

hier «très optimiste» sur un redressement des prix du baril de pétrole après les réductions de production annoncées.

Les membres de l'Opep et leurs alliés menés par la Russie ont décidé le mois dernier de réduire la production de 1,2 million de barils par jour après une chute des prix de plus de 40% en quelques semaines fin 2018.

Le prix du baril de Brent, qui avait brièvement chuté sous la barre des 50 dollars en novembre, a rebondi à plus de 60 dollars après les réductions de production entrées en vigueur le 1er janvier.

Mais les prix ont fortement fluctué, même après que l'Arabie saoudite a annoncé la semaine dernière qu'elle réduirait progressivement sa production de 800 000 barils par jour en janvier et de 100 000 barils de plus par jour en février. «Je suis convaincu que l'impact de la décision que nous avons prise de réduire la production de 1,2 million de barils par jour (...) sera très fort», a déclaré M. Falih à des journalistes en marge d'une conférence sur le développement durable mardi à Abou Dhabi. «Je suis très optimiste», a-t-il dit à propos de l'impact de cette décision sur les prix.

A. B./Agences

T. Y./APS

Relations algéro-américaines

A Washington, le chef du FCE souligne «la constance et la solidité»

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a mis en exergue lundi la constance des relations algéro-américaines, riches en faits saillants, évoquant un partenariat bilatéral qui se poursuit dans «l'harmonie et le respect mutuel». S'exprimant au Congrès américain à l'occasion du lancement d'un livre référence sur l'Algérie, intitulée «L'Algérie et les relations transatlantiques», fruit d'une collaboration entre le Think tank Transatlantic Leadership Network et le FCE, M. Haddad a indiqué que les relations entre les deux pays se consolidaient tout autant dans les domaines politiques qu'économique, culturel et sécuritaire. En rappelant le soutien des Etats-Unis au peuple algérien dans sa lutte pour l'indépendance, le chef du FCE a également souligné la libération des 52 otages américains en Iran en 1981 grâce à la médiation diplomatique algérienne et qui a été

«un des marqueurs les plus visibles dans la consolidation des relations algéro-américaines». Ali Haddad, a ajouté que l'Algérie s'est tournée vers les Etats-Unis après le recouvrement de son indépendance, pour former une grande partie de son élite et encadrer économiquement. Au plan économique, et au-delà de la coopération dans le domaine énergétique, les entreprises des deux pays ont concrétisé ces dernières années des projets importants dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture et de la coopération scientifique et technique, a-t-il relevé. «La politique économique menée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a permis de créer les conditions favorables à un développement et un élargissement plus important de cette coopération», a mis en exergue le président du FCE. Plaidant pour le développement du partenariat entre les deux pays, le pré-

sident de l'ETRHB a indiqué qu'il se rendait mardi (hier) en compagnie de plusieurs chefs d'entreprises dans l'Etat de Californie pour rencontrer des opérateurs américains et discuter des opportunités de partenariat. «L'Algérie se construit avec des institutions solides, une société civile vivace, un secteur privé important évoluant dans une économie en pleine mutation», a déclaré le chef du FCE pour souligner le dynamisme de développement en Algérie. M. Haddad a relevé que le processus des réformes allait se poursuivre et s'accélérer pour permettre la libération de tout son potentiel. Aujourd'hui l'Algérie a rétabli sa sécurité et pu relancer son développement grâce au processus de réconciliation nationale mené sous la conduite clairvoyante du Président Abdelaziz Bouteflika, a-t-il relevé. Le livre référence sur l'Algérie fournit un aperçu sur l'histoire et les réalités politiques,

économiques et sociales de l'Algérie et sur l'évolution de ses relations avec les Etats-Unis. La cérémonie de son lancement à laquelle a pris part le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, et l'ambassadeur Madjid Bouguerra, a été suivie d'un débat sur les opportunités de coopération entre l'Algérie et les Etats-Unis. Le débat a été en particulier animé par Sacha Toperich et Jonathan Roberts, respectivement vice-président et responsable des projets au Think Tank Transatlantic Leadership Network, Pamela Becroft responsable des programmes au Think tank Center for International Private Enterprise, Mehdi Bendimerad, vice-président du FCE, Samy Boukaila P-DG de BKL Industries et Smail Chikhoun, président du Conseil d'affaires algéro-américain.

Changes

La livre britannique hésite avant un vote sur le Brexit

La livre britannique baissait hier face au dollar, au lendemain d'un plus haut en sept semaines, et progressait légèrement face à l'euro, à quelques heures d'un vote crucial sur le Brexit. Hier matin, la livre sterling s'échangeait à 88,99 pence pour un euro contre 89,15 lundi soir et à 1,2851 dollar pour une livre contre 1,2864 dollar lundi. L'euro, de son côté, baissait face au dollar à 1,1434 dollar pour un euro contre 1,1469 lundi à 22h00 GMT. Le sort du Brexit est suspendu au vote des députés

britanniques, qui devaient se prononcer hier après-midi sur l'accord de divorce conclu avec Bruxelles. Selon les analystes, la réaction de la livre dépendra d'une part de l'ampleur de la défaite et d'autre part de la réaction du gouvernement. Une large défaite «pourrait conduire aux deux conséquences les plus extrêmes : soit un Brexit sans accord, soit pas de Brexit du tout», a estimé Hussein Sayed, analyste, pour qui la volatilité de la livre risque d'être importante. Les analystes de Saxo Banque,

de leur côté, évoquent trois autres scénarios, en plus des deux mentionnés par M. Sayed : la présentation d'un plan B dans les trois jours, un report du Brexit pour gagner du temps et renégocier, ou un nouveau référendum. Plusieurs analystes évoquent aussi la perspective de nouvelles élections. Selon Konstantinos Anthis, la livre pourrait bénéficier d'un nouveau référendum, qui pourrait se traduire par une annulation du Brexit, alors que des élections législatives et la perspective

d'une victoire des travaillistes pourraient la pénaliser. L'euro, de son côté, a subitement baissé face au dollar après la publication de la croissance allemande qui a nettement ralenti en 2018, à 1,5% contre 2,2% l'année précédente. Plus tard dans la journée, les investisseurs seront également attentifs à un discours du président de la BCE Mario Draghi devant le Parlement européen. Parmi les autres devises, le dollar montait face au yen, à 108,56 yens pour un dollar contre 108,16 lundi

soir, tout comme l'euro, dans une moindre mesure, avec 124,13 yens pour un euro contre 124,05 lundi. Le franc suisse baissait légèrement face à l'euro, à 1,1260 franc suisse pour un euro contre 1,1250 lundi et plus nettement face au dollar, à 0,9848 franc suisse pour un billet vert, contre 0,9810 lundi soir. La monnaie chinoise valait 6,7574 yuans pour un dollar contre 6,7681 vers 15h30 GMT lundi. L'once d'or valait 1 288,94 dollars contre 1 291,70 lundi.

R. E.

Gare intermodale de Skikda

Nécessaire recours au financement local pour la relance des travaux



■ Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a insisté lundi au second jour de sa visite de travail dans la wilaya de Skikda, sur la nécessité de relancer les travaux de réalisation de la gare intermodale de la ville de Skikda à l'arrêt depuis 8 ans en recourant «à un financement local».

Par Anissa H.

Sur le site du projet, à l'entrée du chef-lieu de wilaya, le ministre a estimé «impératif de trouver des solutions locales» pour mobiliser le montant de réévaluation estimé à environ 224 millions DA de cet «important projet», indiquant que la tutelle «ne pourra pas le financer».

Outre les 20 millions DA restants de l'enveloppe initiale de 960 millions DA du projet, M. Zaâlane a proposé de recourir aux ressources financières de la commune et de la wilaya pour parachever les travaux de cette infrastructure. Lancés en 2008, les travaux de réalisation de cette gare devaient prendre fin en 2011, mais cela n'a pas eu lieu en raison d'entraves tech-

niques et le non-respect du cahier des charges par le bureau d'étude qui a ensuite été remplacé par un autre, avant l'apparition d'autres problèmes ayant conduit au transfert du projet de la direction du logement et des équipements publics à la direction du transport. Ce projet prévu sur 5 hectares comprend une gare routière, une gare ferroviaire et diverses structures de services à même de garantir le confort des voyageurs. Abdelghani Zaâlane a inauguré, en début de matinée, un abri de pêche à Oued Zehour (extrême Ouest de Skikda) et inspecté le projet de modernisation d'un tronçon routier de 10 km dans la commune de Bouchetata. Le ministre des Travaux publics et des Transports devra également inspecter le tronçon de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya.

A. H. /APS

Constantine

Inauguration d'une nouvelle sûreté urbaine à la nouvelle ville Ali-Mendjeli

Une nouvelle sûreté urbaine a été inaugurée et mise en service lundi à l'unité de voisinage (UV) 2 dans la nouvelle ville Ali-Mendjeli (Constantine) pour renforcer davantage le maillage sécuritaire dans cette agglomération forte d'environ 400 000 habitants. L'inauguration de cette nouvelle infrastructure de sécurité, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) visant la consolidation de la police de proximité, a eu lieu en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya de Constantine. Cette nouvelle

sûreté urbaine vient s'ajouter à une dizaine de structures de sécurité, déjà opérationnelles à Ali-Mendjeli, a souligné le chef de sûreté de wilaya, Abdelkrim Ouabri, précisant que «les efforts se poursuivent» pour l'amélioration de la couverture sécuritaire à Ali Mendjeli. Le même responsable a rappelé que la ville Ali-Mendjeli dispose déjà d'une brigade de répression du banditisme (BRB), d'une sûreté de daïra, d'une brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ), en plus de sûretés urbaines implantées à travers les différentes unités de voisinage que compte

cette agglomération en constant développement démographique. La mise en service de toutes ces structures de sécurité a permis le renforcement du travail de proximité lancé en direction des habitants de cette ville, dans le cadre d'une stratégie d'intervention impliquant «directement et en commun» et «dans véritable partenariat sociale» le policier et le citoyen, a considéré le même responsable. La délégation a eu à visiter à l'occasion les sûretés urbaines situées aux UV10, 13 et 17 en plus de la sûreté de daïra implantée à l'UV14.

F. Y.

Oran

Culture à titre expérimental de 100 ha de lentilles à Tafraoui

Une culture de 100 hectares de lentilles a été lancée récemment au niveau de la zone agricole de Tafraoui, a-t-on appris de la chambre de l'agriculture de la wilaya d'Oran. «Cette culture de lentilles, une

première expérience, vient d'être lancée récemment au niveau de la zone agricole de Tafraoui dans la daïra de Oued Tiélat», a indiqué le secrétaire général de la chambre de l'agriculture de la wilaya d'Oran, Houari Zeddani,

ajoutant que ce projet de 100 hectares faisant partie d'un vaste programme ministériel de culture des légumineuses entre dans le cadre de la résorption de la jachère. L'importance de ce programme de légumineuses à

encourager est liée, somme toute, à sa rentabilité économique, avec cet autre avantage, celui de l'enrichissement du sol en azote, a souligné le même responsable qui met en avant le respect de l'itinéraire technique

pour réussir ce type de spéculation dont le rendement varie entre 12 à 15 quintaux à l'hectare. Par ailleurs, un autre programme de culture de 300 hectares de pois chiches a été également lancé récemment au niveau de Tafraoui, Boufatis, Oued Tiélat et El Kerma, zones céréalières par excellence, selon la même source, qui met en avant l'intérêt agro-économique de cette légumineuse en terme d'apport en protéines alimentaires. L'objectif des services agricoles est d'arriver à cultiver ces légumineuses sur une superficie de plus de 1 000 hectares au niveau de la wilaya d'Oran, a-t-on assuré de même source.

A. O.

D. Y./APS

Blida

Création prochaine de deux nouvelles zones d'activités à Meftah et à Chiffa

La wilaya de Blida sera renforcée dans un avenir proche de deux nouvelles zones d'activités permettant la création de projets d'investissement qui achoppaient au problème de déficit foncier, a-t-on appris du directeur de l'industrie de la wilaya, Lotfi Rezzouk. Deux nouvelles zones d'activités seront créées respectivement à l'Est, dans la région de Sidi Hammad de Meftah (18 ha) et à Chiffa (17 ha), à l'Ouest, à la faveur, a-t-il dit, des efforts de mise en œuvre des orientations du Gouvernement visant l'encouragement de l'investissement. Ces deux nouveaux sites sont destinés à l'implantation de près d'une soixantaine de projets dans différents domaines d'investissement, avec une priorité accordée aux industries de l'agroalimentaire, de transformation et du plastique, a précisé M. Rezzouk. Toujours au titre des efforts de promotion de l'investissement dans la wilaya de Blida, considérée comme un pôle industriel par excellence au vu

de ses importantes capacités et sa situation géostratégique, le directeur de l'industrie de la wilaya a fait part de la création attendue d'une nouvelle zone industrielle de 280 ha à Ain Romana, outre une zone d'activités de 108 ha à Oued Djer, à l'Ouest. A noter que la wilaya de

Blida a enregistré, à ce jour, le dépôt de 2 493 demandes d'investissement d'une valeur globale de 1 068 milliards de dinars «non concrétisées faute de foncier pour leur implantation», a fait savoir M. Rezzouk. Ces projets d'investissement, a-t-il ajouté, nécessitent un foncier global de

près de 2 400 ha pour leur implantation. Ils pourraient contribuer, une fois opérationnels, à la création de 120 000 postes d'emploi, a-t-il souligné. La wilaya de Blida compte trois zones industrielles et six zones d'activités.

Mostaganem

192 millions DA destinés pour le développement de la commune de Mansourah

La commune de Mansourah (Mostaganem) a bénéficié, l'année écoulée, de projets de développement ayant nécessité un investissement de l'ordre de 192 millions DA, a-t-on appris, des services de la wilaya. Financés par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, les programmes sectoriels PSD et communaux PCD et le budget de la wilaya, ces projets ont concerné la réhabilitation et réfection des établissements scolaires, l'alimentation en eau potable, l'aménagement urbain, la réalisation de structures administratives et de stades de proximité. Ainsi, il a été procédé en 2018 à l'aménagement et la réhabilitation des écoles primaires des douars Yanourou,

Ouled Ahmed, Ouled Cheikh, Zouatine et Nedjadra (31 millions DA). L'école de Draïfia a bénéficié d'une cantine scolaire pour un montant de 9,6 millions DA. Ces programmes de développement ont également financé la maintenance du matériel de transport scolaire, la location de bus pour assurer le transport scolaire des écoles primaires pour un montant de 24,7 millions DA ainsi que l'acquisition de fournitures d'écoles (1,8 million DA). Le secteur des ressources en eau a enregistré quatre projets d'AEP et d'augmentation des capacités de stockage avec 3 réservoirs de 1500 m³ pour Mansourah, Douaïdiya et Zaimiya (60 millions DA) et une opération de réalisation de

stations de pompage (3 millions DA). Des opérations d'aménagement urbain et d'embellissement des quartiers de la commune ont été lancées, au dernier trimestre de l'année 2018 pour un montant de 29 millions DA. Pour la modernisation de cette commune, située à 20 km au sud de Mostaganem, la collectivité a bénéficié d'opérations d'aménagement du siège de son APC, le raccordement de l'annexe administrative au réseau national de la fibre optique, le renouvellement du matériel mobile pour une enveloppe de 12,6 millions DA. Enfin, elle a bénéficié de projets de réalisation de stades de proximité dans plusieurs quartiers pour un montant de 20 millions DA.

R. R.

Libye/Pour renforcer la sécurité

Lancement du premier poste de police modèle du pays

■ La Libye a lancé lundi son premier poste de police modèle dans la capitale Tripoli afin de renforcer la sécurité en améliorant les capacités policières au niveau municipal, a annoncé la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul).



Par Yanis D.

Cette décision, avec le soutien des Nations unies (ONU) et de l'Union européenne (UE), «marque le retour de l'autorité de l'Etat à Tripoli et de sa police, en vue de lutter contre la criminalité et le désordre en partenariat avec les communautés», a indiqué la Manul dans un communiqué. L'initiative fait partie d'un programme de trois ans financé par l'UE et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), qui a pour objectif d'aider les autorités libyennes à protéger les citoyens, fournir de meilleurs services et créer des emplois et des opportunités entrepreneuriales, ajoute le communiqué. Lors de la cérémonie de lancement, le ministre libyen de l'Intérieur, Fathi Bashagha, a exprimé l'espoir d'établir des projets similaires dans d'autres villes libyennes. L'ambassadeur de l'UE en Libye, Alan Bugeja, a souligné l'importance de dispo-

ser d'officiers de police bien entraînés ainsi que d'équipements modernes pour mettre en place des forces de police efficaces, ajoutant que le projet vise à «pourvoir à ces deux aspects et renforcer la confiance de la communauté locale dans la police». Malgré la signature d'un accord politique soutenu par l'ONU fin 2015 par les différents factions politiques libyennes et la désignation d'un gouvernement d'union nationale, la Libye souffre toujours de l'insécurité et du chaos et demeure politiquement divisée.

Le Liban déplore l'absence de la Libye du sommet de Beyrouth

Le ministre par intérim des Affaires étrangères du Liban, Gebran Bassil, a fait part lundi de sa déception que la Libye ne participe pas au sommet de Beyrouth, a rapporté l'agence de presse libanaise NNA, citant une lettre envoyée à son homologue libyen. «Je souhaite exprimer mon regret et mon refus des actions entreprises au Liban contre la participation de la Libye au sommet de Beyrouth. Ces actions ne reflètent pas ma position ni celle du Liban», a dit M. Bassil dans cette lettre adressée à Mohamed Siala. Dimanche, M. Siala a fait savoir que la délégation de ce pays ne participerait pas à ce sommet parce que les autorités libanaises à l'aéroport de Beyrouth ont empêché des hommes d'affaires libyens d'entrer dans le pays, et en raison d'une manifestation qui a offensé le drapeau libyen, selon NNA. Dans sa lettre, M. Bassil exprimait son souhait de maintenir des liens diplomatiques positifs entre les deux pays. Y. D.

Guitouni : l'Algérie se dirige vers la bourse de l'électricité

Vendre l'excédent au Maroc, la Tunisie et l'Europe

L'Algérie est en train de se diriger vers la bourse de l'électricité afin de vendre son excédent en cette énergie pour le Maroc, la Tunisie et l'Europe, a indiqué, dimanche à Bouira, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

«Le dossier relatif à l'exportation de l'électricité est ancien, il remonte à plusieurs années. La nouveauté dans ce dossier est que l'Algérie va aller vers la bourse pour vendre son excédent de l'électricité vers la Tunisie et le Maroc», a expliqué le ministre lors d'un point de presse tenu en marge de sa visite à Bouira, tout en précisant qu'il y avait «des échanges dans ce domaine».

Selon les précisions fournis par M. Guitouni, l'Algérie jouit d'une capacité électrique de 19 000 mégawatts, et un excédent

de 9 000 mégawatts en hiver. «Cet excédent, nous allons le commercialiser, nous devons être prêts pour cela avec la préparation des réseaux et la mise en place de mesures de protection nécessaires afin de vendre, à condition qu'il soit mis sur le marché». «La bourse de l'électricité est en Espagne, nous allons œuvrer de façon à nous placer dans cette bourse pour vendre notre excédent en électricité», a souligné le même responsable, qui a procédé dans la matinée à Ahnif (Est de Bouira) à la distribution de poêles à gaz pour les établissements scolaires.

Au cours de sa rencontre avec la presse, M. Guitouni a estimé impératif pour l'Algérie de diversifier son économie et d'aller vers des exportations hors hydrocarbures afin de

se libérer de la rente pétrolière. «Nous devons nous libérer de la rente pétrolière. Nous avons exporté hors hydrocarbure deux milliards de dinars, c'est très important», a ajouté le ministre. A propos de la baisse des prix du pétrole, il a expliqué que cette baisse «est née de quelques problèmes géopolitiques», misant sur un prix oscillant entre 60 et 65 dollars le baril en 2019.

A une question de la presse liée à la déclaration du ministre saoudien de l'Energie sur ce point des prix du pétrole, M. Guitouni a répondu que «seule l'Opep est habilitée à décider du prix du pétrole».

«C'est une organisation qui a fait ses preuves, et nous allons œuvrer pour la renforcer dans ses prérogatives», a-t-il dit.

Safy T.

Mauritanie/Ould Ahmed al-Waqhef

Lier la stabilité d'un Etat à une personne est inacceptable

L'ancien Premier ministre et député à l'Assemblée nationale, Yahya Ould Ahmed al-Waqhef, a déclaré qu'il est moralement inacceptable de lier la stabilité d'un Etat à une personne, ajoutant que les expériences confirment également que ce qui n'a pas été réalisé en dix ans, ne peut donc l'être (allusion à la présidence pendant 2 mandats de Ould Abdel Aziz).

Ould Ahmed al-Waqhef a estimé que les portes sont bloquées devant tout amendement constitutionnel crédible. Il a signalé, par ailleurs que, la session parlementaire s'achève et que sa prolongation n'est possible que sur convocation du président de la République. Les lois statutaires exigent au moins quinze jours pour l'étude d'un projet de loi,

lequel doit tout aussi passer par le Conseil constitutionnel pour examen.

Ould Ahmed Waqhef a déclaré que le parti de l'Alliance démocratique (ADIL) ne peut être classé dans l'opposition au sens conventionnel du terme, en vertu

de son vote pour le programme du gouvernement et de son soutien aux projets de loi que ce dernier introduit au Parlement, les autres partis de l'opposition, quant à eux, rejettent tout amendement constitutionnel pour le moment.

Ould Ahmed al-Waqhef a accusé certains députés d'user de leur influence pour obliger d'autres députés à signer l'amendement constitutionnel controversé.

Il a indiqué qu'il est inexact de dire que le président Mohamed

Ould Abdel Aziz (sans le nommer) est la seule personne capable de sortir le pays de ses crises, car ses expériences pendant une décennie ne font pas consensus entre tous les partis politiques en Mauritanie. O. N.

Il réaffirme sa volonté de promouvoir les relations bilatérales

Message du Président Bouteflika à son homologue tunisien

Abdelaziz Bouteflika a adressé un message de vœux à son homologue tunisien, Béji Caïd Essebsi, à l'occasion de la célébration par son pays du 8^e anniversaire de la Révolution et de la fête de la jeunesse, exprimant sa détermination à œuvrer de concert à hisser les relations de coopération «séculaires» au plus haut niveau. «Il m'est particulièrement agréable au moment où le peuple tunisien frère

célèbre le 8^e anniversaire de la Révolution et de la fête de la jeunesse de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens et en mon nom personnel, mes vœux les meilleurs, priant Dieu Le Tout-Puissant de vous accorder santé et bonheur et à votre peuple davantage de progrès et de prospérité sous votre direction éclairée», a écrit le Président Bouteflika dans son message. «Je saisis cette heu-

reuse occasion pour vous réaffirmer notre ferme volonté d'œuvrer de concert avec vous pour consolider les liens de fraternité et de solidarité qui unissent nos deux peuples frères et promouvoir nos relations de coopération bilatérale au plus hauts niveaux, au mieux des intérêts et du bien-être de nos deux pays frères», a conclu le Président Bouteflika.

R. M.



Iran

Échec du lancement d'un satellite

■ L'Iran a échoué hier à placer sur orbite un satellite lancé malgré les critiques des États-Unis, a indiqué à la télévision d'État le ministre des Télécommunications.

Par Rima C.

«**L**e lancement hier du satellite Payam par la fusée Safir (BIEN Safir) a réussi. Mais, malheureusement, le satellite n'a pas pu être placé sur orbite lors de la dernière phase», a déclaré Mohammad Javad Azari-Jahromi. «Payam et la fusée porteuse ont passé avec succès les deux premières phases, mais le satellite n'a pu atteindre la vitesse nécessaire quand il s'est détaché de la fusée durant la troisième», a-t-il précisé. Le satellite devait graviter autour de la Terre à environ 600 km d'altitude, avait indiqué lundi



Ph. > D. R.

la TV d'État. Mercredi dernier le ministre des Télécommunications avait déclaré que le satellite «Payam» et un deuxième, appelé «Doosti», avaient été testés avec succès. Le satellite «Doosti», en orbite à 250 km d'altitude, sera chargé de la même mission que «Payam», avec un accent mis sur l'agriculture, avait précisé le ministre, cité par l'agence Tasnim. Les deux satellites ont été fabriqués à l'Université de

Technologie Amirkabir de Téhéran, a souligné lundi le président Hassan Rohani, affirmant qu'ils avaient pour mission de collecter des informations sur le changement environnemental en Iran. «Nous allons prouver au monde que nous sommes un pays de science», a-t-il ajouté. Israël, qui estime que le programme nucléaire et balistique de la République islamique représente pour lui une menace existentielle, a dénoncé hier un acte d'agression. «L'Iran ment tout le temps», a déclaré le Premier ministre Benjamin Netanyahu. «Il ment en ce moment même en prétendant lancer un innocent satellite alors qu'il cherche à atteindre le premier stade d'un missile intercontinental, en violation de tous les accords internationaux», a-t-il dit.

Hier, le ministre iranien des Télécommunications a assuré que Téhéran comptait toujours placer le satellite «Doosti» en orbite, sans préciser la date du lancement. Les États-Unis ont appelé le 3 janvier l'Iran à renoncer à des tirs de fusées prévus dans le cadre de son programme spatial, évoquant une «provocation». «De telles actions démontreraient une fois de plus que l'Iran défie la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle le régime iranien à ne mener aucune activité liée à des missiles balistiques capables de transporter des armes nucléaires», avait déclaré le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo. Cette résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelle l'Iran à «ne mener aucune activité liée aux missiles balis-

tiques conçus pour pouvoir emporter des charges nucléaires, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques». Occidentaux et Iraniens interprètent différemment ce paragraphe. Pour Washington, il vaut interdiction des tirs de missiles balistiques et de fusées spatiales par l'Iran. Sans aller jusque-là, la France et la Grande-Bretagne considèrent ces deux activités comme «non conformes» à la résolution 2231. Affirmant n'avoir aucun projet de se doter de l'arme nucléaire, Téhéran assure de son côté que ses programmes balistiques et spatiaux sont licites. Il a de nouveau rejeté lundi les accusations selon lesquelles ses activités spatiales constituaient une violation de la résolution de l'ONU. Washington a fait de l'Iran son ennemi numéro un et a adopté des sanctions économiques draconiennes après s'être retiré en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien jugé trop laxiste par le président Donald Trump. «Le satellite fait partie d'un projet civil aux objectifs purement scientifiques. L'Iran n'attendra la permission d'aucun pays pour conduire de tels projets scientifiques», a de son côté commenté Bahram Ghassemi, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, selon l'agence Isna. Depuis 2009, l'Iran a lancé plusieurs satellites de fabrication nationale, s'attirant à chaque fois la condamnation des Occidentaux. R. C.



Points chauds

Brouille

Par Fouzia Mahmoudi

Comme dans tous les groupes ou organisations politiques ou populaires, les ego finissent par prendre le pas et par créer des tensions et à déchirer leurs membres. Le mouvement des «gilets jaunes» n'échappe pas à cette fatalité alors que deux de ses figures les plus médiatisées étalent leurs dissensions dans les réseaux sociaux. En effet, l'initiatrice de la pétition à succès contre la hausse des carburants, Priscillia Ludosky, a annoncé sur sa page Facebook, lundi, prendre ses distances avec Eric Drouet, autre initiateur des rassemblements des «gilets jaunes», dont le neuvième acte s'est déroulé dans plusieurs villes de France samedi. Après plusieurs jours d'un désaccord apparent entre deux des principales figures médiatiques du mouvement, c'est le nom La France en colère utilisé sur Facebook pour rassembler les «gilets jaunes» qui a provoqué la rupture entre Priscillia Ludosky et Eric Drouet. «Je suis enfin libre de pouvoir dire que je ne travaille plus avec Eric Drouet depuis des semaines en raison de son comportement», explique l'habitante de Seine-et-Marne sur sa page Facebook, en joignant à son message deux communiqués envoyés par le collectif dont elle fait partie. La France en colère, relayés par Eric Drouet avec l'ajout d'une mention «Faux». Le chauffeur routier de 33 ans alimente, lui, une autre page, La France en colère !!, qu'il a créée au début du mouvement. Dans une vidéo publiée quelques heures après l'annonce de Priscillia Ludosky, Eric Drouet explique craindre qu'avec l'utilisation d'un intitulé similaire, les propos du premier collectif puissent lui être reprochés lors de son procès pour «organisation d'une manifestation non déclarée», prévu pour le 15 février prochain. «J'ai été obligé d'un peu nier les déclarations faites au nom de La France en colère, un groupe que j'ai créé il y a cinq-six mois, parce que certaines déclarations sont collées à mon nom à moi», y explique-t-il. Selon Priscillia Ludosky, Drouet aurait demandé au collectif de changer le nom du groupe à plusieurs reprises. «Depuis des jours, il menace les membres du groupe de travail duquel je fais partie afin que l'on modifie le nom de la page La France en colère sur les conseils de son avocat, qui prétend que cela serait plus protecteur pour sa famille et lui», explique-t-elle dans son message, publié sur Facebook. Des frictions qui inquiètent une partie des «gilets jaunes» qui craignent que la brouille entre Drouet et Ludosky n'affaiblisse leur mouvement et surtout ne serve d'arme au gouvernement pour tenter, une fois encore, de le décrédibiliser. Toutefois, le mouvement des «gilets jaunes», largement décentralisé, ne devrait pas subir de contrecoup des disputes opposant tel ou tel de leur membre, même s'ils sont très médiatisés. Reste à voir néanmoins dans les jours à venir quel sera l'impact de cette scission et si elle aura un effet réel sur le terrain ou si elle ne restera qu'une affaire personnelle entre deux «gilets jaunes». F. M.

États-Unis

Des soldats américains à la frontière avec le Mexique jusqu'en septembre

Le Pentagone a prolongé jusque fin septembre le déploiement des troupes américaines à la frontière avec le Mexique, pour soutenir les gardes-frontières face à l'arrivée de migrants en attendant un hypothétique mur. «Le ministre de la Défense par intérim, Pat Shanahan, a approuvé la demande d'assistance du ministère de la Sécurité intérieure jusqu'au 30 septembre 2019», a indiqué un porte-parole dans un communiqué lundi. Plus de 4 500 soldats sont stationnés le long de cette frontière longue de plus de 3 000 km. Ce déploiement avait été annoncé par le président Donald Trump avant les élections législatives du 6 novembre, dans le but de contrer l'arrivée de plusieurs milliers de migrants faisant route vers les États-Unis depuis l'Amérique centrale. Il devait se terminer à la mi-décembre. Mais le ministère de la Sécurité intérieure (DHS) avait dans un premier temps demandé au Pentagone de l'étendre jusqu'au 31 janvier, compte tenu d'une «menace continue» à la frontière. Le DHS avait ensuite adressé fin décembre une nouvelle demande d'assistance au Pentagone. Elle vient d'être approuvée, avec non seulement une prolongation du déploiement, mais aussi un

changement de la nature de la mission des militaires. «Le soutien du ministère de la Défense à la frontière sud-ouest passe d'une fortification des points d'entrée à la surveillance mobile et à la détection, ainsi qu'à la mise en place de fil barbelé entre les points d'entrée», précise dans son communiqué le ministère, qui «continuera à fournir un soutien aérien». La lutte contre l'immigration clandestine est au cœur du «shutdown» qui paralyse depuis plus de trois semaines une partie des administrations fédérales américaines. Aucun compromis n'a pu être trouvé jusqu'ici entre le président républicain Donald Trump, qui réclame 5,7 milliards de dollars pour la construction d'un mur anti-migrants à la frontière avec le Mexique, et les démocrates, farouchement opposés à ce projet, qu'ils jugent «immoral», coûteux et inefficace. M. Trump semble simplement avoir renoncé, pour le moment, à invoquer les pouvoirs exceptionnels que lui donnerait une déclaration d'urgence, après plusieurs jours à s'interroger publiquement sur cette possibilité. Pour lui, l'immigration des Latino-Américains reste le sujet numéro un. Jeudi, il disait s'attendre à l'arrivée d'une nouvelle colonne de migrants

«gigantesque», «plus grande que tout ce qu'on a vu», venue d'Amérique centrale. Des dizaines de candidats au départ se rassemblaient lundi dans la ville de San Pedro Sula, au Honduras, pour partir vers les États-Unis. Ce déploiement de soldats avait été l'un des points de désaccord qui a provoqué le départ en décembre de son secrétaire à la Défense Jim Mattis. Quand il avait rendu visite à ces soldats en novembre, il avait affirmé que le travail à court terme était surtout de poser des obstacles au franchissement de la frontière. «À plus long terme, c'est disons quelque chose qui reste à voir», avait-il lâché. Les militaires eux-mêmes semblaient divisés sur le sujet. Certains, s'exprimant dans la presse américaine sous couvert d'anonymat, avaient fait part de leurs doutes, avant que la hiérarchie ne rappelle les consignes strictes du devoir de réserve. D'autres, interrogés par l'AFP, avaient estimé qu'ils s'entraînaient là à la défense du territoire, même sans armée en face. Les gardes-frontières sont restés seuls à intervenir face aux tentatives d'entrée en force sur le territoire américain, tirant des gaz lacrymogènes à deux reprises depuis novembre.



Musée d'art moderne et contemporain

L'exposition «World press photo» bientôt présentée au public

■ Les photographes de presse de différentes nationalités s'invitent à Alger du 23 janvier courant au 14 février dans le cadre d'une exposition collective. Le Musée d'art moderne et contemporain d'Alger accueille cet évènement qui rapproche le public de la réalité vécue dans les différentes sociétés du monde. De grands noms de la photo de presse seront présents lors de cette manifestation, confirment les organisateurs.



Par Abla Selles

Un rendez-vous incontournable est attendu en cette fin de mois au Musée d'art moderne et contemporain d'Alger par les passionnés de la photo. Il s'agit d'une exposition collective qui réunit un grand nombre de photographes de presse de différents horizons. Cette exposition intitulée «World press photo» fait chaque année le tour du monde pour présenter des images de la réalité vécue dans des situations et conditions de vie différentes. Le but majeur de cette exposition itinérante est de rapprocher le public de la réalité vécue que les médias officiels évitent de diffu-

ser pour de multiples raisons. Cette exposition, qui sera ouverte au public le 23 du mois de janvier courant, se poursuivra jusqu'au 14 février prochain, proposant aux visiteurs du Musée d'art moderne et contemporain d'Alger l'opportunité de découvrir des images représentant des cultures, des sociétés et des comportements différents mais réels. Le public du Mama pourra découvrir entre autres la photo lauréate du premier prix du World Press Photo organisé au mois d'avril dernier à Montréal. Cette exposition est aussi un espace pour revenir sur des évènements vécus avec plus de précision et d'explications de la part

des participants. Des thèmes différents seront abordés par les participants, à savoir la lutte pour l'égalité des femmes, les sans-abri ou en situation précaire, les camps de réfugiés, les différentes guerres vécues et autres.

Il est à noter que cette exposition est proposée au public algérois après avoir été présentée lors du 61^e concours annuel de l'institution qui a tranché parmi 73 000 clichés de 4 548 photographes originaires de 125 pays. Le «World press photo» s'organise cette année dans sa 16^e édition et est reconnu comme étant le plus grand et le plus prestigieux concours annuel de photographies de presse au monde. Les photographies primées sont assemblées en une exposition itinérante visitant plus de 100 villes dans 40 pays, y compris l'Algérie pour cette année.

A. S.

Littérature amazighe

Un équilibre entre les modes d'expression recommandé

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a insisté, lundi à Oran, sur la nécessité d'établir un «équilibre» dans la littérature amazighe, en s'appuyant sur tous ses modes d'expression.

«Dans notre vision, il faut arriver à un équilibre en encourageant la littérature amazighe dans ses modes d'expression chaoui, mouzabite et autres. Le Haut commissariat à l'amazighité veillera à réaliser cet équilibre pour consacrer la dimension nationale de l'amazighité», a déclaré M. Assad à la presse, en marge d'une journée d'étude sur la littérature amazighe abritée par le «Forum du quotidien El Djoumhouriya» dans le cadre du programme de célébration de Yennayer. «Cet équilibre doit être réalisé aussi à travers les genres littéraires amazighs», a-t-il ajouté, soulignant que la littérature amazighe doit englober la poésie, le

roman et autres genres, sans oublier la création scientifique. Dans ce cadre, M. Assad a fait savoir la publication à ce jour de 350 ouvrages de littérature amazighe avec le soutien du HCA, tout en exprimant son optimisme quant à l'avenir de l'opération de diffusion suivant le rythme de promotion de la langue et de la culture amazighes, notamment à la faveur des efforts de l'Etat. A ce propos, le SG du HCA a salué les moyens fournis par l'Etat, à l'instar des maisons d'édition publiques qui accompagnent la diffusion du livre amazigh et sa distribution, annonçant que la prochaine étape sera marquée par la distribution du livre amazigh à travers les différentes régions du pays et l'incitation des maisons d'édition privées à adhérer à cet effort.

Il a indiqué, dans ce contexte, que cinq maisons d'édition privées participent actuellement à l'édition du livre amazigh avec

l'accompagnement du HCA, surtout en ce qui concerne le contenu. Un dictionnaire grand format en langue amazighe a été édité à travers une expérience et 5 000 copies ont toutes été vendues, selon M. Assad qui a estimé que «les perspectives sont prometteuses pour la promotion du livre amazigh, eu égard à l'adhésion des universités, des associations et autres au processus de promotion de la langue et de la culture amazighes». «Les résultats obtenus dans le domaine de la promotion de la langue et de la culture amazighes sont le fruit de plusieurs initiatives depuis 1999, à travers un parcours où la célébration de Yennayer autrefois timide est devenue un grand évènement national grâce à la décision du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika lui conférant un caractère officiel».

«Tous les acquis réalisés dans le processus de la langue et de la

culture amazighes dans les deux dernières décennies ont fait que l'Algérie ait franchi de grands pas pour renforcer son unité nationale», a déclaré M. Assad.

Par ailleurs, le secrétaire général du HCA a souligné la richesse et la diversité des programmes de célébration de Yennayer, annonçant que la clôture aura lieu le 16 janvier courant à Tlemcen, qui abritera mardi (hier) un colloque international sur l'architecture amazighe en collaboration avec l'Ordre des architectes.

Cette rencontre a été marquée par un hommage à l'un des doyens de la littérature amazighe, le regretté moudjahid Abdellah Hammane, en présence de membres de sa famille.

F. H.

Relizane

Coup d'envoi de la 2^e édition de «Aqlam Biladi»

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a donné lundi, à partir de la wilaya de Relizane, le coup d'envoi officiel de la 2^e édition de la manifestation «Aqlam Biladi» (Plumes de mon pays).

Cette manifestation, dont le lancement a été donné par la ministre au CEM «Cheikh Larbi-Tebessi», à la nouvelle-ville «Houari-Boumediene», dans la commune de Yellel,

vise à «encourager la lecture et le lectorat en milieu scolaire et développer les facultés de créativité chez les élèves». Placée sous le slogan «Une école de qualité, un espace d'inspiration pour de futurs lecteurs et écrivains créateurs», cette manifestation permet de détecter des talents littéraires en milieu scolaire, de valoriser les contributions créatives et les présenter au 24^e Salon internatio-

nal du livre «Sila 2019» prévu à Alger. A l'occasion, Nouria Benghebrat a souligné que ce concours, organisé par le ministère de l'Education nationale en collaboration avec le ministère de la Culture, ouvrira le champ de la compétition devant les élèves des différents établissements scolaires des trois paliers à titre facultatif et non obligatoire.

R. C.

Prévu pour le 19 janvier courant

La librairie Mauguin rouvre ses portes au public

Mohamed Sari, Mustapha Benfodil ainsi que Maïssa Bey seront présents à la Librairie Mauguin à l'occasion de sa réouverture le 19 janvier prochain. Suite à l'annonce de la réouverture de la Librairie Mauguin à

Bliida, trois des noms qui font l'actualité littéraire algérienne seront au rendez-vous pour des séances de ventes-dédicaces.

Mohamed Sari avec «Aizer : un enfant dans la guerre», Mustapha Benfodil avec

«Body Writing» et Maïssa Bey avec «Nulle autre voix».

Par ailleurs, les auteurs s'exprimeront face au public à travers une discussion animée par Amina Bekkat.

AGEND'ART

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh

El-Feth (El Madania, Alger)

Jeudi 24 janvier à 19h30 :

L'Institut français d'Alger,

l'Institut Cervantès d'Alger et le

Cluster Eunic Algérie, en colla-

boration avec l'ambassade de

France, l'ambassade

d'Espagne en Algérie et le

ministère de la Culture algé-

rien, organise un concert

d'Amancio Prada. Les tickets

sont disponibles à la salle Ibn

Zeydoun. Prix : 500 DA.

Galerie d'arts de l'hôtel

Soffitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 janvier :

Exposition «Un monde suspendu», de l'artiste Soraya Habes.

La Coupole (Dely Brahim)

1^{er} février :

Le grand artiste d'expression

amazighe Lounis

Ait Menguellet anime un spec-

tacle musical.

Complexe Culturel

Abdelwahab-Salim (Chenoua,

Tipasa)

Jusqu'au 31 janvier à partir

de 14h :

Exposition de toiles artistiques

autour du patrimoine amazigh

avec la participation des

artistes Benbouta Sid Ali et

Tadjen Abdelghani.



Ligue des champions d'Afrique de football (2^e J/ Gr.D) JS Saoura - Al-Ahly du Caire Cinq joueurs égyptiens ne joueront pas face à la JSS



L'ENTRAÎNEUR uruguayen du Ahly du Caire, Martin Lasarte, a retenu 19 joueurs en vue du match en déplacement face au représentant algérien la JS Saoura, vendredi prochain à Béchar (20h00), en match

comptant pour la 2^e journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football. Le finaliste de la dernière édition perdue face à l'ES Tunis (aller : 3-1, retour : 3-0) effectuera le déplacement mardi à Béchar en l'absence de cinq joueurs : Merouane Mohcen, Hicham Mohamed, Ahmed Fethi, Ahmed Chikh, et Hossam Achour, victime lundi à l'entraînement d'une contusion à la cheville, a annoncé le club égyptien lundi sur son site officiel. Al-Ahly du Caire a réussi ses débuts en cette phase de poules en s'imposant à domicile face aux Congolais de l'AS Vita Club (2-0), alors que la JS Saoura n'a pas pesé lourd à Dar Es-Salaam en s'inclinant sans gloire devant les Tanzaniens de Simba SC (3-0).

La JSMB et l'ABS joueront à huis clos Sanctions de la LFP

LA COMMISSION de discipline de la Ligue de football professionnel a infligé 1 match à huis clos pour la JSM Béjaïa et l'ABS pour «jet de projectiles» sur le terrain de jeu (3^e infraction) lors de leur rencontre face respectivement au WA Tlemcen et au NC Magra pour le compte de la 17^e journée du championnat de Ligue 2; disputée le week-end dernier, a indi-

qué la LFP. Les deux équipes devront également s'acquitter chacune d'une amende de 200 000 DA. La JSM Béjaïa a été également sanctionnée de 50 000 DA «pour mauvaise organisation», selon la même source. Par ailleurs, la commission de discipline a invité le président du club de l'USM Annaba à la séance du lundi 21 janvier 2019 à 11h00 pour une audition.

Judo

L'Académie nationale lancée à Tizi-Ouzou

LE PRÉSIDENT du Comité olympique et sportif algérien (COA), Mustapha Berraf, a donné ce lundi, à partir d'Aït Mesbah (20 km au sud de Tizi-Ouzou), le coup d'envoi officiel pour le lancement l'académie nationale de judo. Cette nouvelle structure sportive, fruit d'un accord entre le COA et la Fédération internationale de Judo (FIJ), qui a reçu l'aval des ministères de la Jeunesse et des Sports et celui de l'Education nationale, sera implantée, dans un premier temps, à travers 5 wilayas pilotes : Alger, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Constantine et Oran, avec chacune 4 écoles primaires, auxquelles s'ajoutent 3 écoles dans le sud du pays, dont l'implantation reste à déterminer. «La FIJ a choisi l'Algérie pour lancer ce type de projet, "le judo dans les écoles", au niveau continental et régional comme elle l'avait fait aux USA, en France, au Japon et en Hongrie pour ne citer que ces pays», a relevé, à l'occasion, Berraf, qui a souligné «l'impact de l'Algérie dans le rayonnement du judo à l'échelle mondiale». Le projet, qui sera coordonné par l'ancienne médaillée olympique, Soraya Haddad, désignée coordinatrice générale, permettra l'encadrement par un entraîneur professionnel qualifié et la fourniture de tous les moyens logistiques nécessaires aux écoles choisies pour la pratique de cette disci-

plaine. «Notre objectif est d'impliquer le maximum possible d'entraîneurs chaque année, en leur enseignant des compétences pour la vie et en créant une société meilleure», a déclaré, pour sa part, l'ancienne médaillée olympique lors de la présentation du projet. Le président de l'Association des comités nationaux olympiques africains (ACNOA), Mustapha Berraf, a visité à cette occasion trois des quatre établissements destinés à accueillir ce projet au niveau de la wilaya, dont l'école Messaoudi-Arab à Aït Bouaddou, commune de Ouadhia (35 km au sud de Tizi-Ouzou), Hamroun-Med-Arezki à Aït Mesbah, dans la commune de Beni-Douala (20 km au sud de Tizi-Ouzou) et celle de Bounar-Belkacem au village Redjaoua, dans la commune de Tizi-Ouzou. Rappelant, par ailleurs, l'apport «important» de la famille du judo de la wilaya de Tizi-Ouzou à cette discipline au niveau national, le président du COA a concédé la création d'une cinquième école de judo dans un collège de la wilaya, à charge pour les autorités locales de faire le choix de l'établissement. La visite du premier responsable de l'ACNOA a été clôturée par une cérémonie de remise de prix aux élèves médaillés dans différentes manifestations sportives scolaires locales.

Ballon d'Or-2018 Bounedjah remporte le trophée

■ L'international algérien de la formation qatarie d'Al-Sadd, Baghdad Bounedjah, a remporté le Ballon d'Or du meilleur footballeur algérien de l'année 2018, à l'occasion du sondage organisé par les quotidiens sportifs «Le Buteur» et «El-Haddaf», lundi soir à l'Opéra Boualem-Bessaïh d'Alger.



Bounedjah, le meilleur d'entre tous

Par Mahfoud M.

Le successeur de Fawzi Ghoulam au palmarès du Ballon d'Or algérien a reçu son prix des mains de l'ancien latéral gauche brésilien du Real Madrid, Roberto Carlos, l'invité de marque de cette 18^e édition. Bounedjah (27ans) est récompensé pour son exceptionnelle année 2018 qui l'a vu inscrire 59 buts, toutes compétitions confondues, terminant meilleur buteur du championnat qatari mais aussi de la Ligue des Champions asiatique. Son départ pour Al-Sadd à un âge où la plupart des attaquants talentueux cherchent à se tester en Europe, lui ont valu des critiques et des remarques concernant son supposé manque d'ambition sportive. Mais l'ancien joueur de l'USMH et de l'Espérance de Tunis s'est très vite imposé comme la nouvelle star du football algérien. «Je remercie Le Buteur et El Heddaf pour cette récompense qui honore ma famille, notamment ma mère décédée en 2011, mais aussi mon père grâce auquel je suis aujourd'hui présent avec vous. Ce trophée viendra récompenser ma saison avec Al-Sadd et l'équipe nationale et je compte aller le plus loin possible lors de la prochaine Coupe d'Afrique des nations 2019 en Egypte», a déclaré le natif d'Oran qui a reçu les félicitations de son coéquipier à Al-Sadd, Xavi Hernandez et le sélectionneur de l'équipe de France, Didier Deschamps. De son côté, le latéral gauche brésilien du Real Madrid, Roberto Carlos, a profité de cette occasion pour remercier les organisateurs de cette soirée ainsi que les pouvoirs publics algériens qui lui ont permis d'assister à cette fête du football algérien. «Je suis

très heureux de faire partager avec vous cette soirée de récompense du meilleur joueur algérien de l'année 2018. Le football m'a procuré de la joie et du bonheur après avoir réussi à jouer au sein de la Séléçao, mais aussi au Real Madrid, l'un des meilleurs clubs au monde», a déclaré Roberto Carlos, considéré comme le meilleur latéral gauche de l'histoire du football. Répondant à une question sur le secret derrière ses frappes magistrales, notamment son incroyable coup franc contre la France lors du tournoi de France en 1997 il dira : «Je pense que le seul secret derrière mes frappes c'est le travail et rien que le travail. Je m'entraîne beaucoup, la preuve, je suis le premier à l'entraînement et le dernier à avoir quitté le terrain. Je pense que le coup franc inscrit face à la France est pour moi le plus beau but de ma carrière». Cette cérémonie a été l'occasion pour rendre un vibrant hommage à titre posthume aux défunts Hacène Lalmas, meilleur joueur algérien de tous les temps et Tahar Benferhat, l'ancien capitaine des Verts dans les années 60 et 70. Le champion d'Algérie en titre, le CS Constantine, s'est vu décerner le trophée de la meilleure équipe de la saison 2017-2018, alors que le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a reçu le titre du meilleur entraîneur. Un prix spécial a été également décerné aux entraîneurs, Abdelkader Amrani, champion d'Algérie avec le CSC, Cherif El-Ouazzani, sacré en Coupe d'Algérie avec l'USM Bel Abbès ainsi que Bilal Dziri pour son parcours avec le NA Hussein-Dey (22 matches sans défaite). Le trophée du meilleur gardien a été remis à Mustapha Zeghba (ES Sétif), succédant à Abdelkader Salhi (CR

Belouizdad), alors que celui du meilleur joueur local est revenu au milieu de terrain de l'USM Alger, Abderrahmane Meziane. Oussama Darfalou, l'actuel attaquant de Vitesse Arnhem (Pays-Bas), a reçu le trophée du meilleur buteur de la saison 2017-2018 (18 buts), alors que le Malgache Brahim Amada, milieu de terrain du MC Alger, s'est vu décerner celui du meilleur joueur étranger. Le milieu international de Paradou AC (Ligue 1), Hichem Boudaoui (19 ans), a été désigné meilleur joueur espoir de la saison, alors que le prix du meilleur public est revenu aux supporters de la JS Kabylie. L'ex-international algérien de la JS Kabylie, Moussa Saïb, a reçu un prix spécial pour l'ensemble de sa carrière à l'AJ Auxerre, AS Monaco et FC Lorient (France), Tottenham (Angleterre), FC Valence (Espagne), Al-Nasr (Arabie Saoudite) et Dubaï SC (Emirats). Un Ballon d'Or honorifique a été attribué à deux footballeurs de la sélection algérienne ayant marqué les années 80 et 90, à savoir Mehdi Cerbah et Isaac Bourahli. Le fait marquant de cette soirée du Ballon d'Or-2018 a été le moment de réconciliation entre les présidents de la JS Kabylie, Cherif Mellal, du MC Alger, Kamel Kaci Saïd et Tarek Arama du CS Constantine. La cérémonie de remise des trophées a été rehaussée par la présence des ministres de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, de la Culture, Azzedine Mihoubi, de la Communication, Djamel Kaouane ainsi que le président du Comité olympique et sportif algérien (COA) et de l'ACNOA, Mustapha Berraf et le Wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Alger

Bedoui ordonne la réouverture des structures publiques fermées

LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a ordonné, mardi à Alger, la réouverture des structures publiques fermées à Alger et la récupération des biens des collectivités locales non exploités.

Inspectant les travaux de confortement de la façade maritime et d'aménagement de la baie d'Alger, lors d'une visite de travail dans la wilaya d'Alger, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la commune, M. Bedoui a instruit les élus locaux de procéder à la réouverture des structures publiques fermées à Alger et à la récupération «immédiate» des biens des collectivités locales, afin de les mettre au profit des jeunes.

Il a appelé, par ailleurs, à la création de nouveaux espaces de loisirs au niveau de la capitale, d'autant que la baie d'Alger compte «près de 2.5 millions d'habitants».

M. Bedoui a appelé les élus locaux «à l'application stricte de la politique d'éradication des bidonvilles, en vue de libérer de nouveaux espaces et de les exploiter dans la création de structures de loisirs et de distraction».

Il a souligné, à cet effet, l'importance du partenariat public-privé pour l'extension du projet d'aménagement de la baie d'Alger, auquel une enveloppe financière de 100 Mds DA a été consacrée, et ce en coordination avec les autres secteurs ministériels.

Lors de cette visite, M. Bedoui a inauguré le parc de Prague, à l'issue des travaux de son réaménagement, ainsi que l'Institut national de musique «Amar Ezzahi», suite à sa restauration.

Nouvelles circonscriptions administratives : Vers la création de délégations

Le ministre de l'Intérieur a appelé également à la création de délégations au niveau des nouvelles circonscriptions administratives de la capitale pour se rapprocher des citoyens et prendre en charge leurs préoccupations.

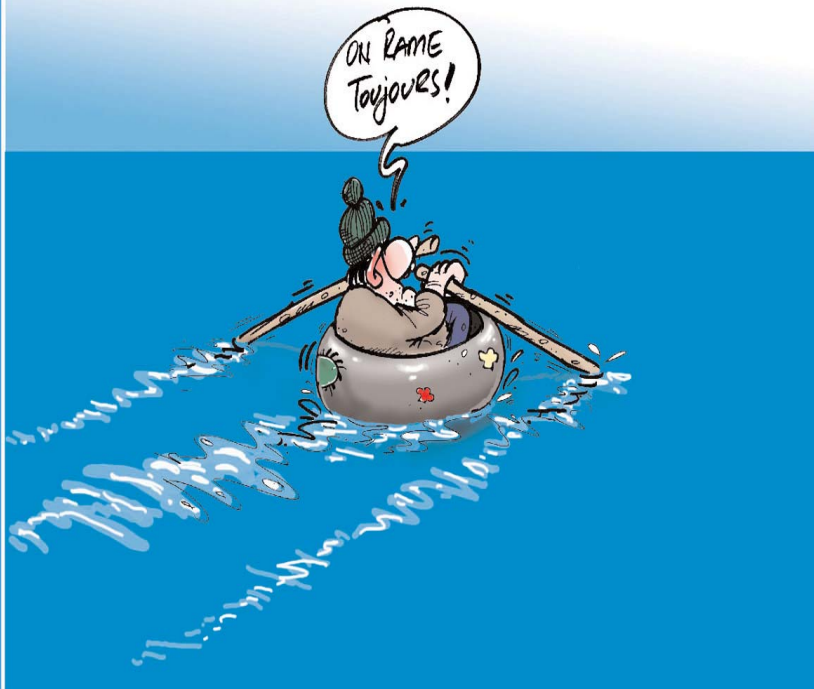
Lors d'une visite d'inspection dans la wilaya d'Alger, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de la commune, M. Bedoui a affirmé que la wilaya d'Alger «s'est élargie après sa réorganisation et la construction de nouvelles cités, d'où l'impératif de créer des délégations au niveau des circonscriptions administratives et nouvelles cités pour se rapprocher des citoyens et prendre en charge leurs préoccupations».

Il a insisté, à cet effet, sur l'importance de «rapprocher l'administration du citoyen, à travers l'utilisation des nouvelles technologies et la concrétisation de la décentralisation dans la gestion administrative, et la prise en charge des préoccupations quotidiennes du citoyen».

M. Bedoui a entamé sa visite d'inspection par la pose d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative des martyrs du devoir national et en hommage à la mémoire du défunt Mustapha Bounetta, président de la délégation exécutive de la commune de Oued Koriche, assassiné par des terroristes en 1994, avant d'inspecter en compagnie du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, les projets relevant du secteur de l'Intérieur et des collectivités locales.

M. L.

État des lieux de la jeunesse algérienne



Djalou@hotmail.com

Monument à l'effigie de Massinissa

La statue installée durant la première semaine de février à Alger

■ La statue à l'effigie du roi de Numidie, Massinissa, sera fin prête pour son installation dans la capitale Alger, avons-nous appris de sources concordantes.

Par Hamid Messir

Le travail de moulage vient de prendre fin dans un atelier dans la commune de Tizi Ouzou au bout de plusieurs semaines de travail effectué par deux artistes spécialisés dans le domaine. Il ne reste que la confection de la statue en bron-

ze à Blida, selon les indications fournies par nos sources qui précisent même que la date d'installation aurait été fixée pour le 7 février prochain. Elle devrait être installée, selon le président de l'Assemblée populaire communale d'Alger-Centre, Abdelhakim Bettache à Bab-Ezzouar, à l'entrée Est de la capitale. Ce dernier

avait expliqué, la semaine écoulée, que Bab-Ezzouar «constitue la porte d'Alger et, du coup, offrira une meilleure visibilité au grand public qui voudrait voir cette œuvre d'art» au lieu initialement prévu, à savoir, Tafourah au cœur d'Alger. A noter que la statue coûtera une bagatelle de 17 millions de dinars.

H. M.

Tébessa

Tentative déjouée d'introduction de 70 000 comprimés psychotropes

Les services de la Gendarmerie nationale relevant de la compétence territoriale de la daïra de Bir Mokkadem (wilaya de Tébessa) ont réussi, à déjouer une tentative d'introduction sur le territoire national de 70 000

comprimés psychotropes et 1 500 pilules abortives, a-t-on appris, mardi, de ce corps constitué. Cette opération a également permis de saisir 800 flacons d'un médicament hallucinogène ainsi que 4 000 boîtes de médicaments anes-

thésiques utilisés pour les opérations chirurgicales, a-t-on précisé. Cette marchandise «importante» était acheminée à bord d'un véhicule utilitaire dont le conducteur tentait de s'introduire illégalement sur le territoire national en provenan-

ce d'un pays voisin, a-t-on ajouté, soulignant que le véhicule a été intercepté au niveau de la commune de Bir Mokkadem. Cette même source relève, par ailleurs, que les recherches sont en cours pour appréhender le conducteur du

véhicule qui a réussi à prendre la fuite, indiquant que la marchandise saisie par les services de la gendarmerie nationale est estimée à plus de 200 millions de dinars.

Hani T.

Les présidents du HCl et du HCLA au sujet de tamazight

Plaidoyer en faveur de la transcription en caractères arabes

LES PRÉSIDENTS du Haut Conseil Islamique et Haut Conseil de la langue arabe, respectivement Bouabdellah Ghlamallah et Salah Bélaïd ont tour à tour plaidé hier en faveur de la transcription de tamazight avec le caractère arabe. Pour

eux, les Algériens n'ont jamais accepté la langue du dominant pour qu'aujourd'hui cèdent à ceux qui prônent la transcription avec le caractère dominant, qui est le latin. Les deux responsables qui prenaient part aux travaux d'une rencontre

régionale à Tizi Ouzou sur le manuscrit intergénérationnel en Kabylie ont affiché leur opposition à l'option du latin pour la transcription du tamazight en mettant en avant des arguments historiques notamment le fait que de nombreux vieux

manuscrits en tamazight étaient rédigés avec le caractère arabe. Pour Bouabdellah Ghlamallah, si on veut que «tamazight reste vivante, il faut la transcrire en caractère arabe qui est la langue des Algériens».

H.M.